

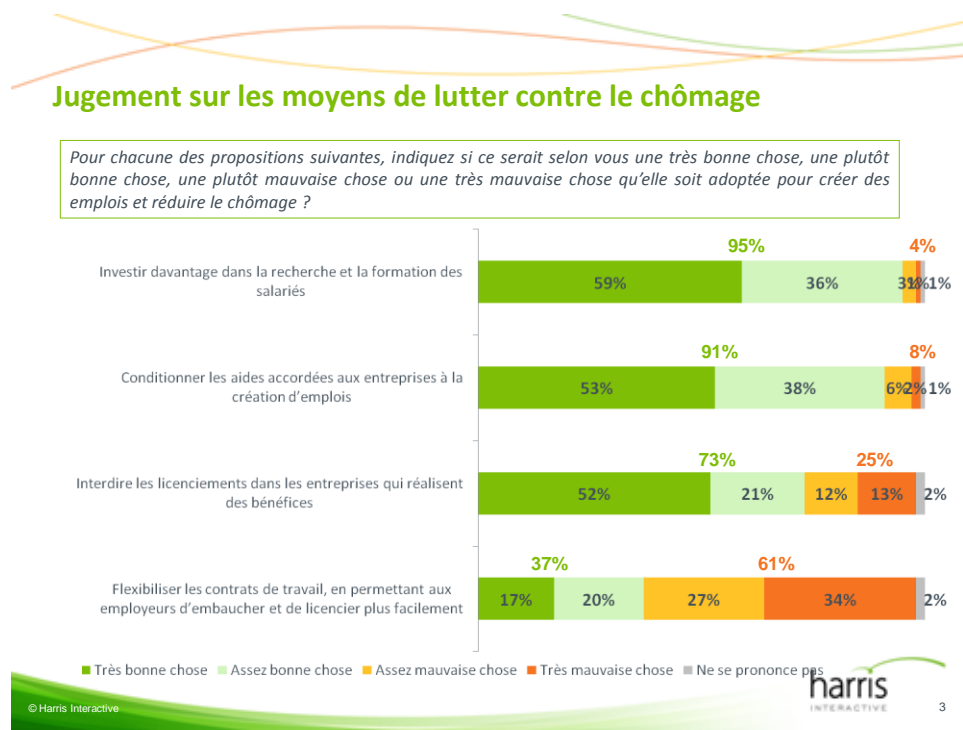


Dans le détail :

## La lutte contre le chômage passe d'abord par la formation selon les Français, mais aussi par le conditionnement des aides aux entreprises et l'interdiction des licenciements boursiers

Les Français estiment massivement que, pour lutter contre le chômage et créer des emplois, cela serait une bonne chose « d'investir davantage dans la recherche et dans la formation des salariés » (95%, dont 59% très bonne chose). Le fait de **conditionner les aides accordées aux entreprises à la création d'emplois** apparaît également comme une solution assez consensuelle (91%, dont 53%). **L'interdiction de procéder à des « licenciements dans les entreprises qui réalisent des bénéfices »** recueille également l'assentiment d'une large majorité de Français pour réduire le chômage (73%, dont 52%), bien qu'un quart de la population s'oppose à cette proposition. Près des deux-tiers des sympathisants d'Extrême-Droite et de Droite acquiescent à cette idée.

A l'inverse, le fait de **flexibiliser les contrats de travail**, en permettant aux employeurs d'embaucher mais aussi de licencier plus facilement, suscite le rejet de 61% des Français (dont 34% qui y verraient une très mauvaise chose).



Dans le détail, notons que les **salariés** donnent des **réponses assez proches de celles des Français**, les salariés du privé adhérant un peu plus que ceux du public au fait de flexibiliser les contrats de travail (37% contre 29%) tandis que les salariés du public voient d'un meilleur œil l'investissement dans la recherche et la formation (97% contre 94%). On observe assez peu de différences selon la catégorie sociale ou politique du répondant.

### L'amélioration de la situation des salariés découlerait de l'amélioration de la protection sociale selon les Français

Pour améliorer la situation des salariés, neuf Français sur dix estiment que cela serait une bonne chose de **conditionner l'attribution des aides publiques à la création d'emplois et à la dynamique salariale** (dont 46% une très bonne chose), solution également privilégiée pour favoriser l'emploi. 81% approuvent l'idée de **faire contribuer financièrement les revenus du capital au financement de la protection sociale** (dont 45% tout à fait) quand 79% pensent qu'il serait bénéfique de **donner le droit aux comités d'entreprise de faire suspendre des licenciements afin de permettre l'examen de propositions alternatives** (dont 43% tout à fait).

